

Parti/Liste:

Nom:

Prénom:

Questionnaire sur le service public

I. Questions touchant directement au service public

A. Transports - Communications - Énergie

1.	Il faut augmenter et améliorer l'offre des transports publics, qui doivent devenir une réelle alternative à la voiture	<input type="checkbox"/> A
	L'offre en transports publics est suffisante; il faut maintenir l'équilibre actuel	<input type="checkbox"/> B
	Ce n'est pas une tâche prioritaire de l'État; il faut favoriser au maximum les transports privés	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	
2.	La Confédération doit privatiser Swisscom	<input type="checkbox"/> A
	La Confédération doit conserver un poids majoritaire chez Swisscom	<input type="checkbox"/> B
	La Confédération doit accroître son influence sur Swisscom	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	
3.	En 2002, le peuple suisse a refusé la privatisation du marché de l'électricité. La privatisation de la distribution de l'électricité actuellement en débat:	
	est compatible avec la votation de 2002 et je l'approuve	<input type="checkbox"/> A
	me dérange par rapport à la votation de 2002 mais me paraît inévitable	<input type="checkbox"/> B
	est incompatible avec la votation de 2002 et je la rejette	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
Commentaire éventuel:		
4.	La privatisation de la distribution de l'eau est une éventualité parfois évoquée à moyen terme. Je pense que:	
	l'eau fait partie du patrimoine naturel de l'humanité; sa privatisation est donc tout à fait exclue	<input type="checkbox"/> A
	l'eau est un bien à protéger; en cas de privatisation, l'État devrait rester autorité de surveillance	<input type="checkbox"/> B
	l'eau est une marchandise comme une autre; rien ne s'oppose à sa privatisation	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
Commentaire éventuel:		

B. Éducation - Recherche - Santé - Services sociaux

5.	L'école est un des principaux facteurs d'intégration sociale et d'égalisation des chances; elle doit représenter un investissement prioritaire de l'État	<input type="checkbox"/> A
	Les besoins de l'économie exigent une prise en charge du secteur de l'éducation par l'entreprise privée, seule à même de répondre à cette demande	<input type="checkbox"/> B
	L'État ne doit pas se désengager de l'éducation, mais il devrait accorder aux parents la possibilité de choisir l'enseignement privé (bon scolaire)	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	
6.	La formation universitaire est de la responsabilité des collectivités publiques, et la recherche fondamentale n'est pas compatible avec des mandats privés	<input type="checkbox"/> A
	La formation universitaire est de la responsabilité des collectivités publiques, mais la recherche fondamentale est compatible avec des mandats privés	<input type="checkbox"/> B
	La formation universitaire doit obligatoirement être liée à l'économie, afin de satisfaire au plus près ses besoins	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	
7.	La planification hospitalière cantonale (distribution des hôpitaux dans le canton) est actuellement conforme à mes attentes	<input type="checkbox"/> A
	La planification hospitalière cantonale n'a pas jusqu'à maintenant permis la maîtrise des coûts; l'État doit encore diminuer ses dépenses dans ce domaine	<input type="checkbox"/> B
	La planification hospitalière cantonale a péjoré le système de santé vaudois; l'État doit augmenter ses investissements en la matière	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	
8.	Il faut privatiser les services sociaux afin d'éviter fraude et gaspillage	<input type="checkbox"/> A
	La lutte contre l'exclusion interdit de privatiser les services sociaux	<input type="checkbox"/> B
	Les services sociaux devraient être répartis entre le public et le privé	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	

C. Sécurité

9.	Les tâches de police appartiennent par définition à l'État; elles ne peuvent donc être privatisées	<input type="checkbox"/> A
	Rien n'interdit de donner un mandat au privé pour tout ou partie des tâches de police	<input type="checkbox"/> B
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> C
	Commentaire éventuel:	

D. Externalisation de certaines tâches

10.	La sous-traitance du nettoyage des locaux municipaux ou des repas des cantines scolaires est normale si cela permet de faire des économies	<input type="checkbox"/> A
	La sous-traitance est acceptable pour autant que des salaires décents soient payés au personnel engagé	<input type="checkbox"/> B
	La sous-traitance du nettoyage des locaux municipaux ou des repas des cantines scolaires ne devrait pas exister	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	

II. Subventions

11.	Il faut diminuer les paiements directs (subventions) aux agriculteurs	<input type="checkbox"/> A
	Il faut supprimer totalement les paiements directs aux agriculteurs	<input type="checkbox"/> B
	Il faut maintenir les paiements directs aux agriculteurs	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	
12.	La culture est un bien collectif; elle doit être largement subventionnée	<input type="checkbox"/> A
	L'État ne doit subventionner la culture qu'après une sélection rigoureuse	<input type="checkbox"/> B
	La culture est une affaire strictement privée et l'État n'a pas à s'en mêler	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	

III. Du privé au public: le problème de l'assurance maladie

13.	Il est normal qu'il y ait des primes différentes pour des prestations identiques; c'est la loi du marché.	<input type="checkbox"/> A
	L'existence de primes différentes pour des prestations identiques ne paraît pas très juste, mais l'assurance maladie ne relève pas du secteur public	<input type="checkbox"/> B
	L'existence de primes différentes pour des prestations identiques est injuste; la caisse maladie unique pourrait être une des réponses à ce problème	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	

IV. Questions générales

14.	Le service public doit être développé et amélioré	<input type="checkbox"/> A
	Le service public actuel est satisfaisant; il doit rester tel qu'il est	<input type="checkbox"/> B
	Le service public devrait être réduit au strict minimum	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	
15.	Le service public permet la redistribution des richesses créées par la collectivité pour la collectivité; comme tel, il est un élément essentiel du contrat social démocratique	<input type="checkbox"/> A
	La notion de service public est totalement dépassée dans une logique de marché et de globalisation de l'économie	<input type="checkbox"/> B
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> C
	Commentaire éventuel:	

16.	Connaissez-vous l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), institué par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ?		
	oui	<input type="checkbox"/> A	non <input type="checkbox"/> B

17.	Si vous avez répondu "oui" à la question précédente, pensez-vous que:	
	l'AGCS aura une influence positive pour la Suisse et ses habitants, et qu'il faut donc le soutenir, voire accélérer le processus de négociations	<input type="checkbox"/> A
	l'opacité et le manque d'informations qui entourent les négociations sur l'AGCS ne permettent ni aux citoyens ni aux élus de jouer leur rôle et qu'il est nécessaire de suspendre les négociations jusqu'à ce qu'un débat public ait pu avoir lieu	<input type="checkbox"/> B
	le principe même de l'AGCS, en ce qui concerne le service public, est inacceptable et doit donc être refusé	<input type="checkbox"/> C
	Je ne me prononce pas	<input type="checkbox"/> D
	Commentaire éventuel:	

*** Merci du temps que vous avez consacré à répondre à ce questionnaire ***

Vous pouvez l'imprimer et l'expédier par la poste à:

ACIDUS - Case postale 62 - 1000 Lausanne 22

ou l'envoyer à notre adresse courriel: acidus@acidus.ch